

Questions orales

A titre d'éclaircissement, madame le Président...

Mme le Président: A l'ordre!

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): Madame le Président, j'éluciderai volontiers la question, mais je peux signaler à l'hon. représentant que nous suivrons de très près ces trois réunions qui se tiendront la semaine prochaine. Des observateurs du Service canadien des forêts assisteront à ces audiences et seront alors tout à fait au courant de ce qui s'y dira. Nous prendrons des mesures appropriées pour appuyer les instances que fera l'industrie du bois d'œuvre.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

ON DEMANDE SI LE MINISTRE RENCONTRERA SES COLLÈGUES PROVINCIAUX POUR ÉTABLIR UN PROGRAMME DE RELANCE ÉCONOMIQUE

M. Marcel Roy (Laval): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné la situation économique du Québec, situation alarmante dans le domaine de la création d'emplois, dans le domaine des investissements, et l'indifférence du gouvernement souverainiste devant les divers programmes du gouvernement canadien, préférant plutôt boycotter les conférences fédérales-provinciales depuis le 5 novembre dernier et parler de souveraineté, comme sujet prioritaire depuis le référendum du parti québécois, et on sait bien à quel point les Québécois désirent parler d'emploi, d'investissement plutôt que de souveraineté, ma question est la suivante: Est-ce que le ministre a l'intention de rencontrer ses collègues provinciaux afin d'établir un programme de relancement de l'économie, et ceci dans le plus bref délai possible afin justement de rencontrer les objectifs des Québécois, à savoir le relancement de l'économie québécoise?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, je suis très content d'informer la Chambre que mes collègues le ministre de l'Énergie des Mines et des Ressources et le ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) ainsi que moi-même avons l'intention de nous rendre au Québec lundi prochain pour tenir des réunions avec certains de nos homologues du gouvernement provincial, et d'avoir une discussion sur les possibilités de travailler ensemble pour aider à l'essor de la province. Nous, le gouvernement fédéral, sommes vraiment intéressés à cet essor et à aider à la création d'emplois pour les ouvriers de la province de Québec.

* * *

L'INDUSTRIE

LA CHAUSSURE—L'INCLUSION DES CHAUSSURES EN CUIR DANS LE CONTINGENT—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Madame le Président, le ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale se montre disponible pour aller au

Québec la semaine prochaine. Ma question, madame le Président, porte effectivement sur l'industrie de la chaussure. Les représentants de cette industrie ont fait une recommandation très claire, et je pense qu'il est important que le ministre nous réponde de façon aussi claire à savoir que l'Association recommande que la catégorie des chaussures en cuir soit incluse dans le contingent global. Le ministre, à la suite de la preuve faite par l'association que sa politique ne peut pas corriger la situation actuelle, est-il disposé à réévaluer sa décision et à inclure dans le contingent global la catégorie des chaussures en cuir?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, notre politique est une décision du gouvernement que j'ai annoncée il y a quelques mois. Mes collègues du caucus et du cabinet de la province de Québec ont eu des discussions très utiles avec les porte-parole de l'industrie de la chaussure, et je serai très content de recevoir leurs conseils sur ce dossier, pour voir si nous pouvons bâtir sur la politique que nous avons annoncée il y a quelques mois.

M. La Salle: Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire. Il est intéressant, je pense, de savoir que l'association a rencontré les ministres et députés du Québec. Je doute que leurs recommandations soient rendues publiques après ce qu'on a vécu récemment. Est-ce que le ministre pourrait nous assurer aujourd'hui qu'il rendra publique les recommandations faites par le caucus du Québec et encore une fois est-il lui-même disposé à réévaluer la décision qu'il a prise à savoir intégrer la catégorie des chaussures en cuir dans le contingent global? L'Association a besoin de savoir si oui ou non le ministre est prêt à négocier la réintégration de cette catégorie?

M. Gray: Madame le Président, nous pouvons évidemment considérer les suggestions de l'industrie de la chaussure, mais je n'ai aucune déclaration relative à une politique particulière à ce dossier à faire aujourd'hui.

* * *

[Traduction]

LES SUBSTANCES DANGEREUSES

LA MOUSSE ISOLANTE D'URÉE-FORMALDÉHYDE—LES PROPOS DU MINISTRE AU SUJET DE L'INDEMNISATION DES PROPRIÉTAIRES DE MAISON

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, hier soir le gouvernement américain a interdit d'employer comme isolant la mousse d'urée-formaldéhyde partout aux États-Unis, ce qui donne aux Canadiens dont les maisons sont isolées à la mousse de nouvelles raisons de craindre pour leur santé. Ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations qui a dit à Montréal au cours de la fin de semaine que le gouvernement fédéral n'avait pas dit son dernier mot en matière d'indemnisation des victimes de la mousse d'urée-formaldéhyde. Le ministre voudrait-il préciser de quel ordre serait l'indemnisation chiffrée ou ne cherche-t-il encore qu'à arracher de l'argent aux provinces? Est-ce qu'il y aura indemnisation seulement si le ministre et le gouvernement fédéral obtiennent l'accord des provinces?